MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS

RAPPORT FINANCIER 31 DÉCEMBRE 2023

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets | 38065 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,	
le soussigné(e), Martine Lafond, suis responsable de la préparation du Rapport financier co our l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.	nsolidé de Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets
Signature	Date

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS, (l'« entité »), et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE SAINT-PIERRE-LES-BECQUETS inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), présentées aux pages S13, S14 et S23, et portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- · nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- · nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- · nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- · nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- · nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Groupe RDL The Hard/Plussisinc.

GROUPE RDL THETFORD/PLESSIS INC., Société de comptables professionnels agréés

Par: Sarah Gilbert, CPA auditrice

Plessisville, 2024-05-07

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisatio	ons
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	1 731 622	1 765 611	1 718 788
Compensations tenant lieu de taxes	2	139 935	145 951	143 861
Quotes-parts	3			
Transferts	4	663 568	8 066 852	17 794 030
Services rendus	5	237 165	282 075	255 702
Imposition de droits	6	23 230	35 944	67 469
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	15 576	47 635	25 326
Autres revenus	10		85 465	7 757
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				
municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
·	13	2 811 096	10 429 533	20 012 933
Charges				
Administration générale	14	562 006	513 055	507 896
Sécurité publique	15	321 249	312 581	297 568
Transport	16	311 250	531 361	279 727
Hygiène du milieu	17	344 933	535 096	462 120
Santé et bien-être	18	24 935	8 447	4 173
Aménagement, urbanisme et développement	19	80 595	115 679	103 984
Loisirs et culture	20	405 063	479 531	397 400
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	3 729	340 991	4 274
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 053 760	2 836 741	2 057 142
Excédent (déficit) de l'exercice	25	757 336	7 592 792	17 955 791
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		25 351 223	7 395 432
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		25 351 223	7 395 432
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		32 944 015	25 351 223

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 989 575	1 879 726
Débiteurs (note 5)	2	20 890 671	18 845 448
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des			
partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
, ,	8	22 880 246	20 725 174
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	8 768 670	18 113 195
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 803 922	2 716 227
Revenus reportés (note 11)	12	27 200	32 700
Dette à long terme (note 12)	13	11 950 723	206 900
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	22 550 515	21 069 022
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	329 731	(343 848)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	32 536 868	25 615 313
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	42 946	46 069
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	34 470	33 689
	23	32 614 284	25 695 071
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	32 944 015	25 351 223
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	32 944 015	25 351 223
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	32 944 015	25 351 223

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisation	IS
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	757 336	7 592 792	17 955 791
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (844 025)(7 316 279)(20 349 016)
Produit de cession	3		30 000	
Amortissement	4		393 344	276 727
(Gain) perte sur cession	5		(28 620)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(844 025)	(6 921 555)	(20 072 289)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		3 123	
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(781)	(372)
	13		2 342	(372)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(86 689)	673 579	(2 116 870)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(343 848)	1 773 022
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		, ,	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(343 848)	1 773 022
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		329 731	(343 848)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - Conversion des devises.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 592 792	17 955 791
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	393 344	276 727
Autres			
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	(28 620)	10.000 = 10
Variation nette des éléments hors caisse	4	7 957 516	18 232 518
	E	(2.04E.222)	(10 101 745)
Débiteurs Autres actifs financiers	5 6	(2 045 223)	(18 101 745)
	•	(040.205)	0.550.446
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(912 305)	2 550 146
Revenus reportés	8	(5 500)	14 576
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	0.400	
Stocks de fournitures	11	3 123	(070)
Autres actifs non financiers	12	(781)	(372)
	13	4 996 830	2 695 123
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (7 316 279)(20 349 016)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	30 000	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ()(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 286 279)	(20 349 016)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations			
dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ()()
Remboursement ou cession	20	, ,	,
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ()()
Cession	22	, ,	,
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	11 949 000	
Remboursement de la dette à long terme		51 600)(50 500)
· ·	25 (26	(9 344 525)	18 113 195
Variation nette des emprunts temporaires		,	10 113 193
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(153 577)	
Autres	20.4		
•	28.1	2 399 298	18 062 695
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	109 849	408 802
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 879 726	1 470 924
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	1 879 726	1 470 924
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	1 989 575	1 879 726

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité a été constituée le 29 janvier 1986 par le décret du gouvernement du Québec numéro 46.86. Elle origine de la fusion de la municipalité du village de Les Becquets et de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Les-Becquets. La municipalité est un organisme municipal régi par le Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant l'organisme qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska. Les comptes de la municipalité et de la régie sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité. Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska pour l'exercice est de 3,6 % (3,57 % en 2022).

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les principales estimations portent sur la provision pour mauvaises créances, la valeur nette de réalisation des stocks, la dépréciation des actifs financiers et la durée de vie utile des immobilisations corporelles amortissables.

Constatation des revenus

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilisation d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- · Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- · Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- · Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- · Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus;

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks:

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations corporelles:

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative à compter de leur date de mise en service. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures: 15-40 ans Bâtiments: 15-40 ans Véhicules: 10 ans

Ameublement et équipement de bureau : 3-10 ans Machinerie, outillage et équipements divers : 10 ans

Les immobilisations corporelles amortissables sont soumises à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur comptabilisée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Partenariat:

Infrastructures - autres: 10 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 ans Machinerie, outillage et équipements divers : 10 ans

F) Revenus

Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité et le partenariat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les emprunts temporaires, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

J) Autres éléments

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, la municipalité détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si la municipalité détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Une moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — instruments financiers (chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Outre les nouvelles exigences en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, l'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, l'organisme municipal comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par l'organisme municipal qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, l'organisme municipal doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige l'organisme municipal à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a au aucune incidence sur les états financiers de l'organisme municipal.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 989 575	1 879 726
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
•	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	1 989 575	1 879 726
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 ()()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	1 989 575	1 879 726
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	54 430	42 160
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et			
ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Fonds de roulement et Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	54 187	53 286
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	19 806 489	18 351 850
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	895 871	318 455
Organismes municipaux	13	42 115	48 479
Autres			
Mutations et autres	14.1	92 009	73 378
	15	20 890 671	18 845 448
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	10 029 734	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	36 555	48 279
Autres tiers	19		
	20	10 066 289	48 279
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21		2 034
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	350 855	18 168
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	18 222 843	12 511 857
·			
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	1 058 582	5 505 452
Ministère de la Culture et des Communications	25	474.000	040.070
Autres ministères/organismes	26	174 209	316 373
Note	27	19 806 489	18 351 850
Note			
6. Prêts			
		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
•	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		
Note			
7. Placements de portefeuille			
·		2023	2022
Placements à titre d'investissement	22		
	33		
Autres placements	34		
	35		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

8. Autres actifs financiers

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité détient trois emprunts temporaires au montant autorisé de 9 522 290 \$ chacun. Ces emprunts portent intérêts au taux préférentiel et viennent à échéance en avril 2024.

10. Créditeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	147 623	1 287 969
Salaires et avantages sociaux	42	68 322	93 430
Dépôts et retenues de garantie	43	1 457 917	1 234 385
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
 Intérêts sur emprunts temporaires 	45.1	52 146	97 171
 Organismes municipaux 	45.2		3 272
 Intérêts sur dette à long terme 	45.3	77 914	
	46	1 803 922	2 716 227

Note

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	7 662	2 853
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional			
des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
■ Transfert	52.1	700	1 882
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
 Organismes municipaux 	60.1		4 280
 Quotes-parts reçues d'avance 	60.2		3 924
Publicité perçue d'avance	60.3	1 377	2 383
 Subvention reportée éco-centre 	60.4	17 461	17 378
	61	27 200	32 700

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

12. Dette à long terme

	Taux d'ir	Taux d'intérêt		Taux d'intérêt		iéance		èt Échéance		Échéance		Échéance			
	de	à	de	à		2023	2022								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,85	2026	2043	62	12 094 300	191 900								
Obligations et billets en monnaies étrangères					63										
Gains (pertes) de change reportés					64										
					65										
Autres dettes à long terme															
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66										
Organismes municipaux					67										
Obligations découlant de contrats de															
location-acquisition					68										
Autres			2025	2025	69	10 000	15 000								
					70	12 104 300	206 900								
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (153 577)()								
					72	11 950 723	206 900								

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres det	Autres dettes à long terme		
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition		Autres	
2024	73		438 500			5 000	443 500
2025	74		456 300			5 000	461 300
2026	75		474 500				474 500
2027	76		443 000				443 000
2028	77		10 282 000				10 282 000
2029 et plus	78						
	79		12 094 300			10 000	12 104 300
Intérêts et frais							
accessoires	80		()	()
	81		12 094 300			10 000	12 104 300

13. Avantages sociaux futurs

		2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et			
autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
3	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs			
à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	11 660	10 439
Régimes de retraite des élus municipaux	89		
·	90	11 660	10 439
Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.			
Note			
14. Autres passifs			
		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93		
Autres			
	94.1		
	95		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97		
Passifs réglés	98 ()()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101		
 La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la vale service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps. 	eur comptable	d'une obligation liée à la	a mise hors

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

15. Immobilisations corporelles		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	3 910 284	4 310 934		8 221 218
Eaux usées	103	778 148	9 123 616		9 901 764
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,					
tunnels et viaducs	104	3 433 887	12 998 364		16 432 25°
Autres					
Autres	105.1	254 883			254 883
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	2 197 451	2 016 187		4 213 638
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	31 899			31 899
Ameublement et équipement de bureau	110	137 127	3 397	51	140 473
Machinerie, outillage et équipement divers	111	652 609	34 401		687 010
Terrains	112	209 784	80 834	1 380	289 238
Autres	113				
	114	11 606 072	28 567 733	1 431	40 172 374
Immobilisations en cours	115	21 251 454	(21 251 454)		
	116	32 857 526	7 316 279	1 431	40 172 374
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	2 422 162	96 400		2 518 562
Eaux usées	118	587 754	62 337		650 092
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts,		007 101	02 007		
tunnels et viaducs	119	1 633 505	126 364		1 759 869
Autres		1 000 000	120 00 1		1700 000
■ Autres	120.1	198 099	3 816		201 915
Réseau d'électricité	121	150 055	3 0 10		201 310
Bâtiments	122	1 679 677	64 645		1 744 322
Améliorations locatives	123	1010011	0+ 0+0		1 7 44 022
Véhicules	124	22 602	5 134		27 736
Ameublement et équipement de bureau	125	113 989	26 095	51	140 033
Machinerie, outillage et équipement divers	126	584 425	8 553	31	592 978
Autres	127	J04 42J	0 333		392 970
Auties		7 242 213	202 244	51	7 635 506
VALEUR COMPTABLE NETTE	128 129	25 615 313	393 344	51	32 536 868
Biens loués en vertu de contrats					
de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130				
Amortissement cumulé	131 (\/)(
Valeur comptable nette	132)()(<u>) (</u>	
valeur comptable nette	134				

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

	2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	
Immeubles industriels municipaux	134	
Autres	135	
	136	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	138	

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
•	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
-	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2023	2022
Frais payés d'avance - Assurances	144.1	34 470	33 689
Autres			
•	145.1		
	146	34 470	33 689

Note

19. Obligations contractuelles

Alimentation d'eau potable

La municipalité a conclu une entente avec les municipalités de Sainte-Cécile-de-Lévrard et de Sainte-Sophie-de-Lévrard pour la construction et l'opération d'une station de chloration conjointe. L'entente signée en septembre 2004 avait une durée de 10 ans et se renouvelle automatiquement par périodes successives de 5 ans.

Enlèvement de la neige

La municipalité s'est engagée par contrat de trois ans à compter de novembre 2022 pour l'entretien des chemins d'hiver. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2023 est de 281 716 \$ (taxes nettes) et représente les versements suivants au cours des deux prochains exercices : 2024, 164 830 \$ et 2025, 116 886 \$.

Contrats pour les travaux, la surveillance et le contrôle qualitatif des matériaux du projet d'assainissement des eaux usées, eau potable, égoûts et voirie

La municipalité s'est engagée par contrats pour les travaux, la surveillance et le contrôle qualitatif des matériaux du projet d'assainissement des eaux usées, eau potable, égoûts et voirie. Ces engagements représentent un solde de 1 942 153 \$ au 31 décembre 2023 et constituent le versement du prochain exercice.

Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska

- 1) Enfouissement : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif de 66,77 \$/tonne métrique. Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des redevances de 30,00 \$/tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 96,77 \$/tonne métrique.
- 2) Déchets solides Cueillette et transport : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 935 614 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.
- 3) Collecte sélective-cueillette, transport et tri : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 842 538 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement. De plus, des frais pour le traitement des matières recyclables de 169,77 \$/tonne métrique sont également exigés.
- 4) Encombrants : contrat en vigueur du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025, tarif annuel de 164 777 \$ (taxes non comprises). Le tarif est renouvelable annuellement.
- 5) Levées de conteneurs municipaux : contrat accordé pour 2021 avec possibilité de 3 années d'option, option de renouvellement exercée pour 2024, selon des prix moyens soumis, variant entre 585 \$ et 790 \$ (taxes non comprises), tout dépendant du site et du conteneur utilisé, que la Régie paie à la levée lors de la levée.
- 6) Contrat matériaux Bécancour : contrat pour la gestion du centre de matériaux de Bécancour pour 2021 avec possibilité de 3 années d'option, option de renouvellement exercée pour 2024, aux prix variant entre 57,50 \$ et 259 \$ la tonne tout dépendant des types de matériaux.
- 7) Contrat matériaux Nicolet: contrat pour la gestion du centre de matériaux de Nicolet pour 2021 avec possibilité de 3 années d'option, option de renouvellement exercée pour 2024, aux prix variant entre 185 \$ et 755 \$ la tonne tout dépendant des types de matériaux en plus d'un taux horaire pour l'exploitation du site à 69,70 \$/heure.
- 8) Locaux : bail accordé pour 2024. Le paiement (taxes non comprises) requis au cours du prochain exercice est de 14 300 \$.

9) Honoraires professionnels pour audit du rapport financier : contrat accordé (taxes non comprises) pour 2024 de 14 500 \$ et 2025 de 15 050 \$. Les paiements reliés au dates des contrats accordés sont effectués l'année suivante.

La municipalité assume 3,6 % des coûts engagés par la Régie.

20. Droits contractuels

Entente pour la fourniture de service pour l'aréna situé à Saint-Pierre-les-Becquets

Dans le cadre d'un accord avec huit municipalités de la M.R.C. de Bécancour pour la fourniture de service pour l'aréna situé à Saint-Pierre-les-Becquets, la municipalité et ces dernières ont signé un accord dans lequel ces huit municipalités doivent assumer 50 % du déficit annuel de l'aréna jusqu'à un maximum de 36 410 \$, pour une période de 15 ans renouvelable aux 5 ans dont l'échéance du terme en vigueur est le 31 décembre 2028. De plus, ces municipalités se sont engagées à créer un fonds de réserve pour l'aréna sur une période de 5 ans dont l'échéance du terme en vigueur est le 31 décembre 2028. La portion assumée de ces huit municipalités est de 50 % du fonds de 60 000 \$.

Entente - Service Aqueduc

Dans le cadre d'un accord avec les municipalités de Sainte-Cécile-de-Lévrard et de Sainte-Sophie-de-Lévrard, la municipalité et ces dernières ont signée un accord dans lequel Sainte-Cécile-de-Lévrard doit assumer 22,6 % des dépenses du service d'aqueduc et du remboursement en capital et intérêts de l'emprunt pour l'aqueduc moins les subventions applicables. La portion pour Sainte-Sophie-de-Lévrard est de 3,82 %.

Entente de collaboration - Reconstruction de la chaussée et des conduites d'égoût et d'aqueduc

Dans le cadre d'une entente de collaboration pour la reconstruction de la chaussée, incluant le remplacement des conduites d'égoût et d'aqueduc sur les routes 132 et 218, la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets et le ministre des Transports ont signé une entente de collaboration dans laquelle le Ministère s'engage à verser une somme maximale de 6 900 000 \$ pour des travaux. En date du 31 décembre 2023, un montant de 6 081 425 \$ a été comptabilisé à titre de revenu.

PRIMEAU - Volet 1.2

Dans le cadre d'un protocole d'entente pour la reconstruction de la chaussée, incluant le remplacement des conduites d'égoût et d'aqueduc sur les routes 132 et 218, la municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets et la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation ont signé un protocole d'entente dans lequel la ministre s'engage à verser une somme maximale de 17 858 789 \$ pour des travaux. En date du 31 décembre 2023, un montant de 17 357 611 \$ a été comptabilisé à titre de revenu.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

		Montant initial	Solde des cautionnements		
Description		des cautions		2022	
Emprunts temporaires					
•	147.1				
	148				
Dettes à long terme					
•	149.1				
	150				
	151				

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'organisme municipal et du budget adopté par le partenariat, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'organisme municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

<u>Débiteurs</u>

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'organisme municipal est exposé à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver et prévoit rembourser son emprunt et sa dette selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces équivalents de trésorerie se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Taux fixe: Dette à long terme: 12 104 300 \$ (2022: 206 900 \$)

Taux variable: Trésorerie et équivalent de trésorerie: 974 345 \$ (2022: 945 946 \$)

Emprunt temporaire: 8 768 670 \$ (2022: 18 113 195 \$)

L'effet net, tant sur les actifs que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 77 943 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2023.

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2022 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2023.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			
	-	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 71 8 7 88	1 731 622	1 765 611			1 765 611
Compensations tenant lieu de taxes	2	143 861	139 935	145 951			145 951
Quotes-parts	3					135 380	
Transferts	4	112 505	617 643	472 679		49 024	521 703
Services rendus	5	247 395	234 230	278 743		3 944	282 075
Imposition de droits	6	67 469	23 230	35 944			35 944
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8	12 942	15 000				
Autres revenus d'intérêts	9	11 670		46 399		1 236	47 635
Autres revenus	10	12 076		35 465			35 465
Effet net des opérations de restructuration	11						
-	12	2 326 706	2 761 660	2 780 792		189 584	2 834 384
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	17 638 576		7 545 149			7 545 149
Imposition de droits	16	555 515					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18			50 000			50 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				00 000			00 000
municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
Ener her des operations de restructuration	21	17 638 576		7 595 149			7 595 149
	22	19 965 282	2 761 660	10 375 941		189 584	10 429 533
Charges	22	13 303 202	2701000	10 373 341		109 304	10 423 333
Administration générale	23	472 754	547 365	486 209	12 460	14 386	513 055
Sécurité publique	24	293 157	321 249	306 832	5 749	14 300	312 581
Transport	25	197 064	311 250	387 469	143 892		531 361
Hygiène du milieu	26	291 567	310 138	320 337	173 063	177 688	535 096
Santé et bien-être	27	4 173	24 935	8 447	173 003	177 000	8 447
Aménagement, urbanisme et développement	28	103 984	80 596	115 679			115 679
Amenagement, urbanisme et developpement Loisirs et culture	28 29	340 766	405 063	421 788	57 743		479 531
Réseau d'électricité	30	340 / 00	400 000	421700	31 143		419 331
Frais de financement	30	4 274	3 729	340 991			340 991
	31	4 214	3 1 29	340 991			340 991
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles	00	070 044	004.000	202.007 /	200 0071		
et des actifs incorporels achetés	33	276 211	281 090	392 907 (392 907)	400.074	0.000.744
F / L (///2/0 L H	34	1 983 950	2 285 415	2 780 659		192 074	2 836 741
Excédent (déficit) de l'exercice	35	17 981 332	476 245	7 595 282		(2 490)	7 592 792

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
	-	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	17 981 332	476 245	7 595 282	(2 490)	7 592 792
Moins : revenus d'investissement	2 (17 638 576) () (7 595 149) ()(7 595 149)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant						
conciliation à des fins fiscales	3	342 756	476 245	133	(2 490)	(2 357)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	276 211	281 090	392 907	437	393 344
Produit de cession	5			30 000		30 000
(Gain) perte sur cession	6			(28 620)		(28 620)
Réduction de valeur / Reclassement	7			,		,
	8	276 211	281 090	394 287	437	394 724
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
·	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (39 053) (51 600) (39 876) ()(39 876)
•	18	(39 053)	(51 600)	(39 876)		(39 876)
Affectations				•		
Activités d'investissement	19 (55 294) (844 025) (257 491) ()(257 491)
Excédent (déficit) accumulé	,	, ,	, ,	, ,	, (,
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	4 716	150 560	150 559		150 559
Excédent de fonctionnement affecté	21					
Réserves financières et fonds réservés	22	(12 160)	(12 270)	(12 270)		(12 270)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	` ,	, ,	, ,		` ,
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(62 738)	(705 735)	(119 202)		(119 202)
	26	174 420	(476 245)	235 209	437	235 646
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	517 176	/	235 342	(2 053)	233 289
a dec into necales		017 110		200 042	(2 000)	200 200

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
Revenus d'investissement	1	17 638 576	7 595 149		7 595 149
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 ()()()()
Sécurité publique	3 ()()()(
Transport	4 (9 281 366)(3 526 394)()(3 526 394)
Hygiène du milieu	5 (11 005 032)(3 719 694)()(3 719 694)
Santé et bien-être	6)()()(ý
Aménagement, urbanisme et développement	7)()()(ý
Loisirs et culture	8 (62 524)(70 191)()(70 191
Réseau d'électricité	9 ()()()(Ý
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10)()) ((
	11 (20 348 922)(7 316 279)()(7 316 279)
Propriétés destinées à la revente		/(, (/\	,
Acquisition	12 ()()()()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et		, ,	, ,	, ,	
participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ()()()(
Financement		, ,	, ,	, ,	
Financement à long terme des activités d'investissement	14		1 919 266		1 919 266
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	55 294	257 491		257 491
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 874	25 659		25 659
Réserves financières et fonds réservés	18				
	19	62 168	283 150		283 150
	20	(20 286 754)	(5 113 863)		(5 113 863)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(2 648 178)	2 481 286		2 481 286

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
	-	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 833 159	1 959 949	29 626	1 989 575
Débiteurs (note 5)	2	18 793 793	20 828 530	62 146	20 890 671
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des					
partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	20 626 952	22 788 479	91 772	22 880 246
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	18 113 195	8 768 670		8 768 670
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 698 318	1 786 574	17 353	1 803 922
Revenus reportés (note 11)	12	11 398	9 739	17 461	27 200
Dette à long terme (note 12)	13	206 900	11 950 723		11 950 723
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	21 029 811	22 515 706	34 814	22 550 515
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(402 859)	272 773	56 958	329 731
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	25 614 167	32 536 158	710	32 536 868
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	46 069	42 946		42 946
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	33 689	34 470		34 470
	23	25 693 925	32 613 574	710	32 614 284
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	2 273 373	2 485 991	56 958	2 542 949
Excédent de fonctionnement affecté	25	168 165	14 671		14 671
Réserves financières et fonds réservés	26	42 160	54 430		54 430
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 ()()()()
Financement des investissements en cours	28	(2 648 178)	(166 892)		(166 892)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	25 455 546	30 498 147	710	30 498 857
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	25 291 066	32 886 347	57 668	32 944 015

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

^{1.} Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS CHARGES PAR OBJETS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration	municipale	Données consolidées		
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Rémunération						
Liée au programme Accès						
entreprise Québec	1					
Autre	2	534 873	508 703	515 044	477 734	
Charges sociales						
Liées au programme Accès						
entreprise Québec	3					
Autres	4	87 170	81 671	82 944	70 438	
Biens et services						
Services obtenus d'organismes municipaux						
Compensations pour services municipaux	5					
Ententes de services						
Services de transport collectif	6					
Autres services	7					
Autres biens et services	8	903 305	973 721	1 156 003	911 518	
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long term	е					
à la charge						
De l'organisme municipal	9	3 729	(48 438)	(48 438)	4 274	
D'autres organismes municipaux	10					
Du gouvernement du Québec						
et ses entreprises	11		389 429	389 429		
D'autres tiers	12					
Autres frais de financement	13					
Contributions						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	14	465 008	472 747	337 367	309 239	
Transferts	15					
Autres	16	5 500	2 340	2 340	2 188	
Autres						
Transferts	17					
Autres	18	5 740	7 579	7 579	5 024	
Amortissement						
Immobilisations corporelles	19	280 090	392 907	393 344	276 727	
Actifs incorporels achetés	20					
Autres						
■ RIGIDBNY	21.1			1 129		
	22	2 285 415	2 780 659	2 836 741	2 057 142	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	2 542 949	2 332 384
Excédent de fonctionnement affecté	2	14 671	168 165
Réserves financières et fonds réservés	3	54 430	42 160
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()()
Financement des investissements en cours	5	(166 892)	(2 648 178)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	30 498 857	25 456 692
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	32 944 015	25 351 223
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 485 991	2 273 373
Organismes contrôlés et partenariats¹	10	56 958	59 011
	11	2 542 949	2 332 384
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
 Équilibre budgétaire 	12.1	10 724	150 559
 Premier répondant 	12.2	3 947	3 947
- Aréna	12.3		13 659
	13	14 671	168 165
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
•	14.1		
	15		
	16	14 671	168 165

^{1.} Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
•	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
1	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	30 000	30 000
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	24 430	12 160
Autres			
	30.1		
	31	54 430	42 160
	32	54 430	42 160

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(ý
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007	•	, (,
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (\/	Y
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(,
Autres	37 ()(,
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(,
rregimes d'avantages complementaires de retraite et autres avantages sociaux idituis	39 ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (/\ \/	,
Assainissement des sites contaminés	41 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(,
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()()
·	43 ()(,
Autres	44.4	\/	,
<u> </u>	44.1 ()(
A street was a stall become of the collection of	45 ()()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ	10 (\ /	,
Utilisation du fonds général	46 ()()
Utilisation du fonds de roulement	47 ()()
Mesures relatives à la COVID-19	(\	,
Utilisation du fonds général	48 ()()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()()
Autres			,
	50.1)()
	51 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	52 ()()
Mesure relative à la COVID-19	53 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()()
Autres			
	56.1)()
	57 ()()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	58		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de			
portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement			
liés à des emprunts de fonctionnement	61		
Autres			
•	62.1		
	63		
	64 ()()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)

AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65		
Investissements à financer	66 (166 892)(2 648 178)
	67	(166 892)	(2 648 178)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	32 536 868	25 615 313
Propriétés destinées à la revente	69		
Prêts	70		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	32 536 868	25 615 313
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	32 536 868	25 615 313
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (11 950 723)(206 900)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (153 577)()
Montants des débiteurs et autres montants affectés			
au remboursement de la dette à long terme	78	10 066 289	48 279
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (2 038 011)(158 621)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ()()
	83 (2 038 011)(158 621)
	84	30 498 857	25 456 692

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres re	nseignements		
	202	23 2	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	, ,	,
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	, (
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	, ,	,
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur			
des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21 ()()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs			
dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()()
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
•	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		

Charge de l'exercice

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés Régimes supplémentaires de retraite

		2023	2022
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances			
émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés			
comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur			
des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
•	52.1		

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Autres avantages sociaux tuturs	54		
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuari	elle (s'il y a lieu)	et autres renseigner	ments
		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice			
avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages			
dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(

69

Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation

Nombre de régimes à la fin de l'exercice Régimes d'avantages complémentaires de retraite

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73 ()()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de			
régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()()
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification			
de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
•	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 ()()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	, ,	,
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (1/)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	/\	,
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	•		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances	02		
émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite	30		
<u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
	30		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
•	103.1		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES			
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec Régime de retraite à prestations cibles	107 108		
Autres régimes	109		
Autes regimes	110		
D) AUTRES RÉGIMES			
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	1	
Description des régimes et autres renseignements			
REER individuel :			
La municipalité contribue au REER d'employés, pour un montant équiva			
jusqu'à un maximum de 4 % du salaire admissible des employés et jusq	ла 5 % р	our certains employ	yes aumissibles
		2023	2022
Observe de Havereiro	_	2020	LULL
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	11 660	10 439
Autres régimes	115	11000	10 100
	116	11 660	
E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX			10 439
			10 439
		2022	
	_	2023	10 439 2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	2023	
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice Description du régime	117	2023	
	117	2023	
	117		2022
Description du régime	_		2022
Description du régime Cotisations des élus au RREM	_		2022
Description du régime Cotisations des élus au RREM Charge de l'exercice	118		2022
Description du régime Cotisations des élus au RREM Charge de l'exercice Contributions de l'employeur au RREM	118		2022



Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
		2023	2020	LULL
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 405 306	1 405 306	1 384 516
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	38 444	38 444	37 935
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le				
service de l'eau	5			
Réserve financière pour le				
service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 443 750	1 443 750	1 422 451
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	139 943	139 943	138 675
Eau Égout	13	8 730	8 730	8 700
<u> </u>		0 / 30	0 / 30	6 700
Traitement des eaux usées	14	400 FF0	100 550	440 440
Matières résiduelles	15	136 552	136 552	112 412
Autres		20.004	00.004	00.005
Fibre optique et lumières	16.1	30 291	30 291	29 885
Centres d'urgence 9-1-1	17	6 345	6 345	6 665
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
To an alleffelia.	22	321 861	321 861	296 337
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	321 861	321 861	296 337
	27	1 765 611	1 765 611	1 718 788

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2023	2023	2022
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES				
ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du				
gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise				
d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	22 973	22 973	24 508
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	122 978	122 978	119 353
Immeubles de certains gouvernements				
et d'organismes internationaux	34			
	35	145 951	145 951	143 861
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base	07			
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	აშ			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	145 951	145 951	143 861

Non audité		Administration municipale	Données cor	nsolidées
TRANSFERTS		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			15 743
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49			
Sécurité civile	50	3 800	3 800	12 290
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	225 167	225 167	45 252
Enlèvement de la neige	53	15 040	15 040	
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	62	20 523	20 523	
Réseau de distribution de l'eau potable	63	45 056	45 056	
Traitement des eaux usées	64	5 165	5 165	
Réseaux d'égout	65	133 598	133 598	
Matières résiduelles		100 000	100 000	
Déchets domestiques et assimilés	66		2 663	4 792
Matières recyclables			2 000	4102
Collecte sélective				
Collecte et transport	67		46 270	37 459
Tri et conditionnement	68		70 210	521
Autres	69			321
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			6 565
Autres	73		91	177
Autico	10		ا ت	177

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	•	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2023	2022	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	74				
Sécurité du revenu	75				
Autres	76				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	77				
Rénovation urbaine	78				
Promotion et développement économique	79				
Autres	80				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	81	3 887	3 887	5 590	
Activités culturelles					
Bibliothèques	82	1 000	1 000	11 400	
Autres	83				
Réseau d'électricité	84				
	85	453 236	502 260	139 789	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91	3 275 187	3 275 187	7 999 395
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun	0.4			
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau Autres	99 100			
Hygiène du milieu	100			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de				
l'eau potable	101	316 753	316 753	637 368
Réseau de distribution de l'eau potable	102	969 967	969 967	1 879 479
Traitement des eaux usées	103	79 715	79 715	1 422 575
Réseaux d'égout	104	2 876 107	2 876 107	5 644 110
Matières résiduelles		2010 101	2070 107	0011110
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2023	2022	
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	113				
Sécurité du revenu	114				
Autres	115				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	116				
Rénovation urbaine	117				
Promotion et développement économique	118				
Autres	119				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	120			55 649	
Activités culturelles					
Bibliothèques	121				
Autres	122	27 420	27 420		
Réseau d'électricité	123				
	124	7 545 149	7 545 149	17 638 576	

Non audité	adité Administration municipale		Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2023	2023	2022	
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation					
municipale	125				
Péréquation	126				
Neutralité	127				
Partage des redevances sur les					
ressources naturelles	128				
Compensation pour la collecte sélective					
de matières recyclables	129				
Fonds de développement des territoires	130				
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun — Droits					
d'immatriculation	131				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	19 443	19 443	15 665	
Soutien à la compétence de					
développement local et régional des MRC					
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133				
Autres	134				
	135	19 443	19 443	15 665	
TOTAL DES TRANSFERTS	136	8 017 828	8 066 852	17 794 030	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS		2023	2023	2022	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	137				
Évaluation	138				
Autres	139		6	6	
Aulies	140		6	6	
Sécurité publique	140		U	U	
Police	141				
Sécurité incendie	142	14 920	14 920	14 484	
Sécurité civile	143	14 320	14 320	14 404	
Autres	144				
Adiles	145	14 920	14 920	14 484	
Transport	143	14 920	14 920	14 404	
Réseau routier					
	146			9 074	
Voirie municipale	140			9014	
Enlèvement de la neige					
Autres	148				
Transport collectif	149				
Autres	150			0.074	
11 15 1 10	151			9 074	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	152	20 634	20 634	8 303	
Réseau de distribution de l'eau potable	153				
Traitement des eaux usées	154				
Réseaux d'égout	155				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	156	19 433	19 329	376	
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	157		240	150	
Tri et conditionnement	158				
Autres	159				
Autres	160			15 861	
Cours d'eau	161				
Protection de l'environnement	162				
Autres	163		2 870	3 059	
	164	40 067	43 073	27 749	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2022	
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	165				
Autres	166				
	167				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	168				
Rénovation urbaine	169				
Promotion et développement économique	170				
Autres	171				
	172				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	173	36 430	36 430	36 410	
Activités culturelles					
Bibliothèques	174				
Autres	175				
	176	36 430	36 430	36 410	
Réseau d'électricité	177				
	178	91 417	94 429	87 723	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2022	
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	179				
Évaluation	180				
Autres	181	2 098	2 098	4 655	
	182	2 098	2 098	4 655	
Sécurité publique					
Police	183				
Sécurité incendie	184				
Sécurité civile	185				
Autres	186				
	187				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	188	330	330	439	
Enlèvement de la neige	189				
Autres	190				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	191				
Transport adapté	192				
Transport scolaire	193				
Autres	194				
Autres	195				
	196	330	330	439	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	197				
Réseau de distribution de l'eau potable	198	7 844	7 844	25 025	
Traitement des eaux usées	199				
Réseaux d'égout	200	250	250		
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	201	1 125	1 445	2 495	
Matières recyclables	202				
Autres	203				
Cours d'eau	204				
Protection de l'environnement	205				
Autres	206				
	207	9 219	9 539	27 520	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
SERVICES RENDUS (suite)		2023	2023	2022	
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210	567	567	450	
	211	567	567	450	
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212	6 298	6 298		
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216	6 298	6 298		
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	168 814	168 814	134 915	
Activités culturelles					
Bibliothèques	218				
Autres	219				
	220	168 814	168 814	134 915	
Réseau d'électricité	221				
	222	187 326	187 646	167 979	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	278 743	282 075	255 702	

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
	-	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	224	1 140	1 140	1 230	
Droits de mutation immobilière	225	34 804	34 804	66 239	
Droits sur les carrières et sablières	226				
Autres	227				
	228	35 944	35 944	67 469	
AMENDES ET PÉNALITÉS	229				
REVENUS DE PLACEMENTS					
DE PORTEFEUILLE	230				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	46 399	47 635	25 326	
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations					
corporelles	232	28 620	28 620		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels					
achetés	233				
Produit de cession de propriétés destinées					
à la revente	234				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et					
sur cession de placements	235				
Contributions des promoteurs	236				
Contributions des automobilistes pour le					
transport en commun — Taxe sur l'essence	237				
Contributions des organismes municipaux	238	6 000	6 000	6 000	
Autres contributions	239	50 000	50 000		
Redevances réglementaires	240				
Autres	241	845	845	1 757	
	242	85 465	85 465	7 757	
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE					
RESTRUCTURATION	243				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

Non audité		Ad	Données consolidées			
		Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation	Ventilation de	Total	0000	2022
		de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	93 332		93 332	94 392	92 250
Greffe et application de la loi	2	8 983		8 983	8 983	6 738
Gestion financière et administrative	3	356 980	12 460	369 440	382 766	382 498
Évaluation	4	26 914		26 914	26 914	26 410
Gestion du personnel	5					
Autres						
•	6.1					
	7	486 209	12 460	498 669	513 055	507 896
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	120 853		120 853	120 853	118 273
Sécurité incendie	9	179 938	5 749	185 687	185 687	164 236
Sécurité civile	10	6 041		6 041	6 041	15 059
Autres	11					
	12	306 832	5 749	312 581	312 581	297 568
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	201 584	143 892	345 476	345 476	154 923
Enlèvement de la neige	14	144 314		144 314	144 314	107 133
Éclairage des rues	15	8 451		8 451	8 451	10 796
Circulation et stationnement	16	21 582		21 582	21 582	1 390
Transport collectif						
Transport en commun	17	11 538		11 538	11 538	5 485
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	387 469	143 892	531 361	531 361	279 727

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de							
l'eau potable	22	50 630	91 147	141 777	141 777	134 714	
Réseau de distribution de l'eau potable	23	61 938	12 578	74 516	74 516	97 142	
Traitement des eaux usées	24		1 446	1 446	1 446		
Réseaux d'égout	25	46 875	67 892	114 767	114 767	36 509	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	59 992		59 992	59 806	67 964	
Élimination	27	45 640		45 640	42 494	38 935	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	21 668		21 668	68 654	65 658	
Tri et conditionnement	29	21 668		21 668			
Matières organiques							
Collecte et transport	30				7 851	6 697	
Traitement	31	845		845	612	790	
Matériaux secs	32						
Autres	33				8 189	8 053	
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau	36	2 419		2 419	2 419	2 344	
Protection de l'environnement	37	8 662		8 662	8 662		
Autres	38				3 903	3 314	
	39	320 337	173 063	493 400	535 096	462 120	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	2 089		2 089	2 089	1 508	
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	6 358		6 358	6 358	2 665	
	43	8 447		8 447	8 447	4 173	

Non audité		Ad	lministration municipale		Données cor	nsolidées
		Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET						
DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	57 794		57 794	57 794	48 645
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					
Autres biens	46	4 125		4 125	4 125	416
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47					
Tourisme	48	23 811		23 811	23 811	23 085
Autres	49	29 949		29 949	29 949	31 838
Autres	50					
	51	115 679		115 679	115 679	103 984
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52					
Patinoires intérieures et extérieures	53	296 786	57 743	354 529	354 529	267 841
Piscines, plages et ports de plaisance	54	11 715		11 715	11 715	9 168
Parcs et terrains de jeux	55	31 835		31 835	31 835	25 267
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57					
Autres	58					
	59	340 336	57 743	398 079	398 079	302 276
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	15 473		15 473	15 473	19 227
Bibliothèques	61	52 234		52 234	52 234	63 126
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63	2 104		2 104	2 104	1 050
Autres	64	11 641		11 641	11 641	11 721
	65	81 452		81 452	81 452	95 124
	66	421 788	57 743	479 531	479 531	397 400

Non audité		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2023			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	305 550		305 550	305 550	4 274
Autres frais	69	35 441		35 441	35 441	
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71					
	72	340 991		340 991	340 991	4 274
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES						
ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	392 907	(392 907)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets | 38065 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12
Autres renseignements	
Questionnaire	13



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	698 208	698 208	2 154 859
Usines de traitement de l'eau potable	2	318 036	318 036	736 116
Usines et bassins d'épuration	3	632 406	632 406	1 642 976
Conduites d'égout	4	2 070 296	2 070 296	6 471 081
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 522 346	3 522 346	9 280 632
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			735
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	37 190	37 190	
Édifices communautaires et récréatifs	14			55 649
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	3 397	3 397	94
Machinerie, outillage et équipement divers	19	34 400	34 400	6 874
Terrains	20			
Autres	21			
	22	7 316 279	7 316 279	20 349 016

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
Conduites d'eau potable	1	698 208	698 208	2 154 859	
Usines de traitement de l'eau potable	2	318 036	318 036	736 116	
Usines et bassins d'épuration	3	632 406	632 406	1 642 976	
Conduites d'égout	4	2 070 296	2 070 296	6 471 081	
Autres infrastructures	5	3 522 346	3 522 346	9 281 367	
Infrastructures pour nouveau développement					
(ouverture de nouvelles rues)					
Conduites d'eau potable	6				
Usines de traitement de l'eau potable	7				
Usines et bassins d'épuration	8				
Conduites d'égout	9				
Autres infrastructures	10				
Autres immobilisations corporelles	11	74 987	74 987	62 617	
	12	7 316 279	7 316 279	20 349 016	

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal Emprunts refinancés par anticipation Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme Excédent de fonctionnement affecté	1				
Réserves financières et fonds réservés Fonds d'amortissement	3				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres De l'ensemble des contribuables ou	5		1 439 449		1 439 449
des municipalités membres De la municipalité (Société de	6	158 621	479 817	39 876	598 562
transport en commun)	7				
	8	158 621	1 919 266	39 876	2 038 011
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9		10 029 734		10 029 734
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada	9		10 029 734		10 029 734
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises		48 279	10 029 734	11 724	
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux	10	48 279	10 029 734	11 724	10 029 734 36 555
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises	10 11			11 7 24 11 7 24	36 555
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers	10 11 12 13	48 279 48 279	10 029 734 10 029 734		
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux	10 11 12 13				36 555
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués	10 11 12 13		10 029 734		36 555 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués	10 11 12 13	48 279		11 724	36 555
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	10 11 12 13	48 279	10 029 734	11 724	36 555 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre	10 11 12 13 14 15	48 279	10 029 734	11 724	36 555 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15	48 279	10 029 734	11 724	36 555 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15 16 17	48 279 48 279	10 029 734 10 029 734	11 724 11 724	36 555 10 066 289 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	10 11 12 13 14 15 16 17	48 279 48 279 48 279	10 029 734 10 029 734 10 029 734	11 724 11 724 11 724	36 555 10 066 289 10 066 289
Gouvernement du Québec et ses entreprises Gouvernement du Canada et ses entreprises Organismes municipaux Autres tiers Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs Autres	10 11 12 13 14 15 16 17 18	48 279 48 279 48 279	10 029 734 10 029 734 10 029 734	11 724 11 724 11 724	36 555 10 066 289 10 066 289

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	12 104 300
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	166 892
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	10 066 289
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
•	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	2 204 903
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des		
organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	2 204 903
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	619 717
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	2 824 620
Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à		
long terme de l'agglomération	20	
•	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-		
part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 824 620
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité		
(inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux		
centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à		
la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences		
d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE

Non audité		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	6 179	6 179	5 870	
Évaluation	2	26 914	26 914	26 410	
Autres	3	9 655	9 655	12 614	
Sécurité publique					
Police	4	(918)	(918)	472	
Sécurité incendie	5	173 460	173 460	154 184	
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	11 538	11 538	5 485	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	135 380			
Cours d'eau	13	2 419	2 419	2 344	
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et					
développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	52 377	52 377	45 448	
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	22 093	22 093	19 921	
Autres	21	29 949	29 949	31 838	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	3 701	3 701	4 653	
Réseau d'électricité	24				
	25	472 747	337 367	309 239	
	25	4/2/4/	33/ 36/	309 23	



ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	6 605 076	19 985 696
Frais de financement	4	711 203	363 226
Autres	5		
	6	7 316 279	20 348 922

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

9

Administration municipale	ı	Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Cadres et contremaîtres	1	2,67	40,00	5 563,73	199 644	34 676	234 320
Professionnels	2						
Cols blancs	3	1,61	35,00	2 937,77	72 776	12 143	84 919
Cols bleus	4	3,63	40,00	7 545,35	149 433	29 448	178 881
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs							
(transport en commun)	7						
	8	7,91		16 046,85	421 853	76 267	498 120
Élus	9	7,00			86 850	5 404	92 254
	10	14,91			508 703	81 671	590 374

^{1.} Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

^{2.} En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES

		Gouvernemen	t du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/	Total
		Fonctionnement	Investissement		Municipalités/ Communautés métropolitaines	
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	20 523	316 753			337 276
Réseau de distribution de l'eau potable	3	45 056	779 292	190 675		1 015 023
Traitement des eaux usées	4	5 165	79 715			84 880
Réseaux d'égout	5	133 598	2 310 725	565 381		3 009 704
Autres	6	265 551	3 302 607	2 387	400	3 570 945
	7	469 893	6 789 092	758 443	400	8 017 828

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	160 222	
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
Tital Co	15	160 222	
Hygiène du milieu		100 LLL	
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	17 809	4 274
Réseau de distribution de l'eau potable	17	42 517	7217
Traitement des eaux usées	18	4 494	
Réseaux d'égout	19	115 949	
Matières résiduelles	19	113 343	
	20		
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables			
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	100 700	4.074
0.47.41121	26	180 769	4 274
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	340 991	4 274

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Éric Dupont	1.1	Maire	19 857	9 928	2 267	1 134
Claude Durand	1.2	Conseiller	6 619	3 309		
Jean-Lorrain Lafond	1.3	Conseiller	6 619	3 309		
Yvon Potvin	1.4	Conseiller	6 619	3 309	1 725	278
Gilles Marchand	1.5	Conseiller	6 619	3 309		
Louis-Vincent Legault	1.6	Conseiller	6 619	3 309		
Michael Tousignant	1.7	Conseiller	6 619	3 309		

Note

^{1.} Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

	Non audité		OUI	NON
1.	Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		30 000 \$
Les	questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
2.	La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		X
	Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	3		\$
3.	La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4		X
4.	Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
	Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille	5		\$
	d'investissement	6		\$
	Ligne 3 : Autres revenus	7		\$
	Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		\$
	Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		\$
	Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		\$
	Ligne 9 : Autres charges	11		\$
	Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		<u>\$</u>
	Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		
	Ligne 14 : Débiteurs Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14 15		
	Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		
	Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17		^ψ
	Ligne 20 : Revenus reportés	18		v
	Ligne 21 : Dette à long terme	19		\$
	Ligne 24 : Libres	20		\$
	Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		\$
	Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		\$
	Montant des pardons de prêts constatés			
	Solde cumulatif au début de l'exercice	23		\$
	Constatés au cours de l'exercice	24		\$
	Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25		\$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

5.	La	municipalite a-t-elle adopte un regiement concernant les dispositions sulvantes :			
	a)	le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	26		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	27		\$
	b)	le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	28		X
		Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023	29		\$
	c)	le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	30		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	31		\$
	d)	le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	32		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	33		\$
6.	La	municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	34		X
		oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	35		
		oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que durée de l'entente :			
7.	La	municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
	a)	du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	37		\$
	b)	du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	38		X
		Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023	39		\$
8.	en	municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales apitre C-47.1)?	40	X	
	Si	oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
	a)	crédits de taxes	41		4 124 \$
	h)	autres formes d'aide	42		¢

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

٥.	IXIC	niesse folitilete aux illis de la perequation de 2023		
		leur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon aux global de taxation réel non uniformisé de 2023	43	\$
10.		ntant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> réseau local (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	44	45 120 \$
	Tot	al des frais encourus admissibles au volet ERL :		
	a)	Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	45	144 314 \$
		 Dépenses relatives à l'entretien d'été Systèmes de sécurité Chaussées pavées - entretien préventif Chaussées pavées - entretien palliatif Chaussées en gravier - entretien préventif Chaussées en gravier - entretien palliatif Systèmes de drainage Abords de routes Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 	46 47 48 49 50 51 52 53	24 324 \$ 21 188 \$ 120 065 \$ 3 832 \$ 21 713 \$ \$ 24 129 \$ 215 251 \$
	h۱		00	
	b)	Dépenses d'investissement		
		Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	54	\$
		Dépenses relatives à l'entretien d'été	55	\$
	c)	Total des frais encourus admissibles	56	359 565 \$
	d)	Description des dépenses d'investissement		
		Relatives à l'entretien d'hiver :		
		Relatives à l'entretien d'été :		
	e)	Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :		
	f)	Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :		
		méro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité s frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :		
	a)	Numéro de la résolution	57	262-12-2023
	b)	Date d'adoption de la résolution	58	2023-12-05

(La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?	59	
	Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :		
á	a) Numéro de la résolution	60	256-11-2019
ł	p) Date d'adoption de la résolution	61	2019-11-05
(Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)		
	Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année		
á	a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire	62	
ŀ	o) Nombre de signalements reçus d'un médecin	63	
	Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens		
(c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année	64	
(d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique	65	
(e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure	66	
f	Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves	67	
(n) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient	68	
I	Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens		
ŀ	n) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité	69	133
i	Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg	70	
j	Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité	71	
I	Règlement		
ŀ	La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?	72	X

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille		
d'investissement	74	\$
Ligne 3: Autres revenus	75	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	\$
Ligne 9: Autres charges	79	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	\$
Ligne 24 : Libres	88	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Non audité	OUI	NON
1.	Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1 X	
	Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».		
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	2 X	
2.	La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X
3.	Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	4	Х
	questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences RC seulement.		
4.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	5	X
5.	La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	6	X
6.	La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	7	Х
	uestion 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en mun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.		
7.	Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	8	X
	Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	9	

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

		rt financier consolidé transmis au ministè a été déposé au conseil à la date indique	ère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la uée ci-dessous.
Ministère	e sont conformes à ce		trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au il, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports ur.
une duré	ée illimitée et de la ma	nière jugée appropriée par le Ministère.	er, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, modalités prévues dans la mission d'audit.
Date de dépôt a	au conseil :		_
Nom du signata	ire :		_
Fonction du sigr	nataire :		_
Date de transmi	ission au Ministère :		_
Date et heure de modification :	e la dernière	2024-04-06 07:40	_

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2024

Municipalité de Saint-Pierre-les-Becquets | 38065 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	1 433 074
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	70 043
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	1 503 117
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	140 600
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	91 329
Matières résiduelles	15	153 400
Autres		
■ Taxes lumières de rue	16.1	280
 Taxes égoût et lumières - Sainte-Cécile 	16.2	840
■ Fibre optique	16.3	29 000
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	415 449
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	415 449
	27	1 918 566

DONNÉES PRÉVISIONNELLES REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	1	
Immeubles de la Société québécoise des infrastructures	2	
Compensations pour les terres publiques	3	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	4	22 825
Cégeps et universités	5	
Écoles primaires et secondaires	6	105 000
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	7	
	8	127 825
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	9	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	10	
Taxes d'affaires	11	
	12	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	13	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	14	
	15	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	16	
Autres	17	
	18	
	19	127 825

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audite			_					
		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	161 012 600 x	0,8900/100 \$	1 433 074				
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	Х	· ·					
Immeubles de 6 logements ou plus	3	Х						
Immeubles non résidentiels	4	Х	/100 \$					
Immeubles industriels	5	Х	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6	х	/100 \$					
Autres	7	Х	/100 \$					
Immeubles forestiers	8	Х	/100 \$					
Immeubles agricoles	9	х	/100 \$					
Total	10			1 433 074 ((()	1 433 074
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11	161 012 600 x	0,0435/100 \$	70 043				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12	х	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13	х	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	14	х	/100 \$					
Immeubles industriels	15	х	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	х	/100 \$					
Autres	17	х						
Immeubles forestiers	18	х						
Immeubles agricoles	19	х						
Total	20			70 043 ((()	70 043

DONNÉES PRÉVISIONNELLES CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite) EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audite			_				-		
		Assiette d'application imposable	Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière Taxes générales									
Taxes spéciales									
Activités de fonctionnement (taux unique) Activités de fonctionnement (taux variés)	21		X	/100 \$					
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		Χ	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		X	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		Χ	/100 \$					
Immeubles industriels	25		Х	/100 \$					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	26		Χ	/100 \$					
Autres	27		X	/100 \$					
Immeubles forestiers	28		Χ	/100 \$					
Immeubles agricoles	2 9		Х	/100 \$					
Total	30					()()	
Taxes spéciales									
Activités d'investissement (taux unique)	31		Χ	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)									
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		Χ	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		Χ	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		X	/100 \$					
Immeubles industriels	35		X	/100 \$					
Terrains vagues desservis									
Immeubles non résidentiels	36		Χ	/100 \$					
Autres	37		X	/100 \$					
Immeubles forestiers	38		X	/100 \$					
Immeubles agricoles	39		Х	/100 \$					
Total	40					()()	
	_	Valeur locative imposable							
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		X	%		()()	
						`	/ \	,	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES TAUX DES TAXES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par	unité de logement
Eau	1	185,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	235,00 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description		Taux	Code	Préciser
Fibre optique	6.1	48,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - Chalet	6.2	130,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Matières résiduelles - Imm. Logements	6.3	1 995,0000	7 - autres (préciser)	maximum
Aqueduc - Rési., chalet - Plage Lauren.	6.4	124,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Mini-ferme et serre dom.	6.5	92,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Mini-ferme (5-15 unités)	6.6	277,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - résidence - comm. (adjacent)	6.7	231,2500	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Comm. hôtellerie et restaurant	6.8	277,5000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Résidence communautaire	6.9	92,5000	7 - autres (préciser)	par chambre
Aqueduc - Commerces multiples	6.10	46,2500	7 - autres (préciser)	par commerce
Aqueduc - Agriculture animalière	6.11	555,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Agriculture céréalière	6.12	370,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Aqueduc - Béton Crête	6.13	1 850,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Luminaire - Marie-Victorin	6.14		7 - autres (préciser)	de 30 à 40 \$ par usager
Égoût - Sainte-Cécile	6.15	126,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Assainissement des eaux - Sainte-Cécile	6.16	65,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Lumière de rue - Sainte-Cécile	6.17	20,0000	4 - tarif fixe (compensation)	
Service de la dette - Reg 2021-252	6.18	248,6800	4 - tarif fixe (compensation)	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

		[mmeub]es	Immeubles	Terrains vagu	ies desservis	6 logements	I mmeubles
		non résidentiels	industriels	Immeubles non résidentiels	Autres	ou plus	agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

		I mmeubles		Résidue ll e		Total
		forestiers	Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1					
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4					
Autres	5					
Faxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8					

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Non audité	OUI	NON
1.	La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, les mesur fiscales suivantes?	es	
	a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM		
	 Pour la taxe foncière générale Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV 	2	X
	 b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM 	3	
	 Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 		
	c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	4	
	 Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté. 		
	d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM		
	 Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels) Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de 2024 : Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de 2024 : 	5	X
2.	2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM		Х
3.	3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2024 :		
	 une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM 	11	X
	■ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	12	X
4.	La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2024 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 X	
	Si oui, indiquer le montant.	14	319 087 \$
5.	5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	15	\$
6.		16	2023-12-21

DONNÉES PRÉVISIONNELLES QUESTIONNAIRE

EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2024

7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	17	3 069 183 \$
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	18	443 500 \$
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	19	467 094 \$
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	20	10 725\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

	nations du présent formulaire des Donnée conformément à la procédure établie par	ées prévisionnelles non auditées transmis au ministère des Affaires ar celui-ci.
Je consens à la diffusion intég et de la manière jugée approp		sionnelles non auditées, telles que transmises, pour une durée illimitée
Nom du signataire :		_
Fonction du signataire :		_
Date de transmission au Ministère :		_
Date et heure de la dernière modification :	2024-03-27 11:23	_